



BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

altares
► La connaissance inter-entreprises

Baromètre

Ventes et cessions de fonds de commerce

(Bâtiment, commerce, industrie ou services)

Annonces publiées au BODACC
du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2012

Direction de l'**information légale et administrative**



La référence au service du public

- 1 -

Les PME misent sur le rachat de fonds de commerce pour doper leur croissance

En 2012, le montant moyen de transactions
s'établit à **199 466 € (+ 6,1 %)**.

Alors que les « conjoncturistes » rivalisent d'épithètes alarmistes pour qualifier la situation économique que les entreprises devraient se préparer à affronter voire se résoudre à accepter, le troisième baromètre BODACC des ventes et cessions de commerces et d'industries dresse un constat très encourageant. Les transactions de fonds de commerce retrouvent des points hauts. Le cap des 50 000 reprises pour un prix de cession de 200 000 € est à portée de main.

En effet, dopée par des PME soucieuses d'accélérer leur développement par des opérations de croissance externe, la reprise de fonds de commerce a été dynamique en 2012. 48 600 activités ont changé de main, c'est 7,8 % de plus qu'en 2011. Le prix moyen auquel ces fonds ont été rachetés confirme l'attractivité de ce type d'actes ; il s'établit à près de 199 500 € en hausse de 6,1 %. Au global, plus de 11 milliards d'€ ont ainsi été échangés.

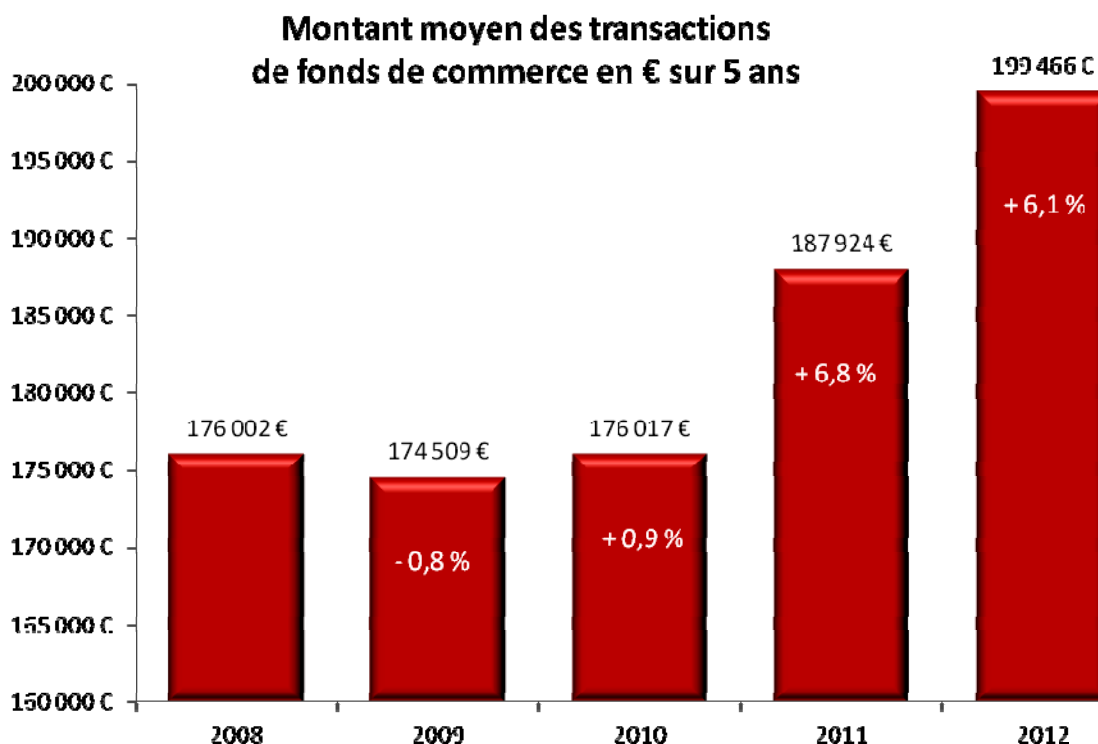
Dans un contexte où la création d'entreprise manque de ressort, la reprise d'un fonds de commerce permet non seulement de maintenir l'activité et l'emploi, mais aussi d'installer durablement la création de valeur. En effet, cette année encore, le baromètre BODACC constate une plus grande pérennité des créations sur reprises. 90 % des entreprises créées en 2009 dans le cadre d'une reprise de fonds de commerce sont toujours en activité en 2012.

Analyse baromètre BODACC

Le prix moyen d'acquisition des fonds de commerce approche 200 000 €

Bloqué autour de 175 000 € durant la crise jusqu'en 2010, le prix moyen d'acquisition des fonds de commerce a décollé en 2011 (+ 6,8 %) et poursuit sur la même dynamique en 2012 (+ 6,1 %). Les transactions se négocient désormais à près de 200 000 € (199 466 €) soit 11 500 € de plus sur un an et 25 000 € de plus par rapport au montant constaté en pleine crise.

Ce prix moyen a augmenté tout l'année 2012 mais plus fortement sur le premier semestre. Sur les six premiers mois, il avait gagné près de 10 % par rapport au premier semestre 2011 et dépassait déjà 196 000 €. Les opportunités de croissance externe semblent favoriser la vitalité des ventes et cession de fonds de commerce.



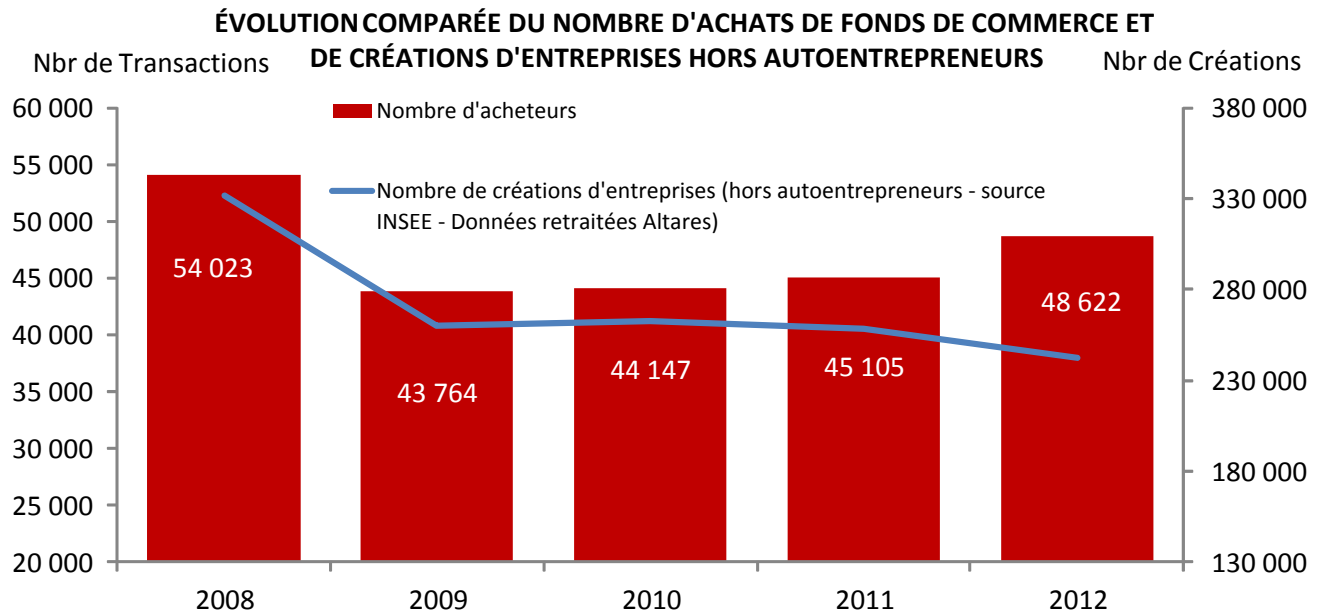


BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

altares
► La connaissance inter-entreprises

Les 50 000 ventes et cessions d'établissements en ligne de mire

Tombé brutalement sous les 50 000 en 2009, le nombre de ventes et cessions de fonds de commerce remonte progressivement vers ce seuil. **48 622 établissements ont été repris en 2012. C'est 7,8 % de plus qu'en 2011** soit 3 500 fonds de commerce supplémentaires. Cette performance est d'autant plus remarquable que, dans le même temps, la création d'entreprises, dont une partie s'appuie sur la reprise d'activité, se replie. En effet, selon les chiffres de l'INSEE, la création d'entreprise, hors statut autoentrepreneur, a reculé de 6 % en 2012 après avoir déjà baissé de 2 % en 2011. Le dynamisme des rachats de fonds de commerce est par ailleurs encourageant quant à la survie des nouvelles structures. En effet, **ces créations sur reprises sont davantage pérennes que les créations pures**. Ainsi, près de neuf acheteurs sur dix (90 %) créés en 2009 dans le cadre d'une reprise de fonds de commerce sont toujours en activité en 2012 alors que l'INSEE constate un taux de pérennité à 3 ans globalement stable à environ 66 % sur les générations de créateurs 2002 comme 2006.



Près de 6 500 PME et ETI-GE, c'est plus qu'en 2008

La moitié (50,6 %) des 48 600 acheteurs sont des **micro entreprises sans salarié**. Ce taux s'effrite depuis trois ans : 53,7 % en 2010, 52,8 % en 2011 et 50,6 % en 2012. En volume, le nombre progresse, néanmoins, de 3,4 % à plus de 24 000 repreneurs. Dans cette catégorie d'entreprises, le prix moyen de reprise se négocie à 162 101 € en hausse de 7,9 % sur un an.

Les TPE de 1 à 9 salariés sont également nombreuses à reprendre un fonds de commerce ; elles représentent 36,1 % de l'ensemble des transactions. Près de 17 600 TPE ont acquis un fonds en 2012, c'est 2,3 % de plus qu'en 2011. Les reprises s'effectuent sur des montants en léger retrait sur un an à 193 113 € (- 1,5 %).

Si les entreprises de moins de 10 salariés concentrent près de 87 % des rachats de fonds de commerce, celles de 10 salariés et plus s'inscrivent sur une dynamique forte.

En effet, 5 350 **PME de 10 à 249 salariés** ont signé une reprise de fonds en 2012, c'est environ 1 900 de plus qu'en 2011 soit une augmentation de 53,7 %. Ce volume de PME est désormais **comparable à celui constaté en début de crise** ; en 2008, nous en comptons 5 387 avant que ce nombre atteigne un point bas à 3 012 en 2010 puis remonte à 3 481 en 2011. Cette vitalité s'accompagne d'un renchérissement des fonds acquis par ces PME ; le prix moyen, en forte hausse (+ 14,4 %), franchit la barre des 400 000 € à précisément 405 392 €. Ces PME s'étaient, dans un premier temps, concentrées

sur la gestion des effets sévères de la crise avant d'aborder le redémarrage de leur croissance organique. Elles saisissent maintenant les opportunités de reprise d'activité pour assoir leur développement par des opérations de **croissance externe**.

Ce regain d'activités sur le marché des ventes et cession est également constaté chez **les ETI et Grandes entreprises**. En effet, la barre des 1 000 sociétés de plus de 250 salariés ayant acheté un fonds de commerce en 2012 a été dépassée. 1 088 transactions sont comptabilisées, c'est 69,5 % de plus sur un an. Ce nombre est même supérieur à celui constaté en 2008 (900), nombre qui était tombé à 560 en 2009 et 2010. Le prix de rachat reste au-dessus des 500 000 €, montant franchi en 2011 et se renchérit de 8,6 % à 568 545 €.

Montant moyen des transactions en € par tranche d'effectif des acheteurs

| Tranches d'effectif des acheteurs | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Évolution 2012 vs 2011 | Nombre transactions 2012 | Évolution 2012 vs 2011 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Microentreprises (sans salarié ou inconnu) | 86 486 | 139 564 | 146 425 | 150 179 | 162 101 | 7,9% | 24 617 | 3,4% |
| TPE (1 à 9 salariés) | 179 936 | 174 880 | 184 678 | 196 049 | 193 117 | -1,5% | 17 567 | 2,3% |
| PME (10 à 249 salariés) | 371 164 | 342 963 | 334 886 | 354 494 | 405 392 | 14,4% | 5 350 | 53,7% |
| ETI Grandes entreprises (250 salariés et plus) | 479 086 | 508 582 | 348 888 | 523 654 | 568 545 | 8,6% | 1 088 | 69,5% |
| Ensemble | 176 002 | 174 509 | 176 017 | 187 924 | 199 466 | 6,1% | 48 622 | 7,8% |

Près des deux tiers des reprises se font sous forme de SARL

Selon les chiffres de l'INSEE, 15 % des créations d'entreprises se font sous la forme **d'entreprise individuelle** (EI) non autoentrepreneurs (29 % sous forme sociétaire et 56 % sous statut d'autoentrepreneur). Or 15 % c'est également le taux de reprise de fonds de commerce sous forme d'EI. 7 380 EI ont racheté un fonds en 2012, soit 17,7 % de moins qu'en 2011. Le nombre est au plus bas sur cinq ans. Si les candidats sont moins nombreux, le prix d'acquisition se stabilise (+ 1 %) au-delà de 100 000 € à précisément 104 337 €.

La **SARL** est la forme la plus courante (63 %) chez les repreneurs. Près de 30 500 transactions sont traitées par des SARL. Si le nombre de repreneurs sous forme de SARL augmente de 2,2 % sur un an, le montant moyen de reprise recule de 2,2 % sous les 180 000 € à 176 123 €.

Confirmation de la stratégie de croissance externe qu'illustre le dynamisme des ventes et cessions de ce baromètre, les formes **SA et assimilées** font une percée très forte. Près de 9 000 (8 901) accords ont

été signés sous ces formes juridiques soit 81,7 % de plus qu'en 2011. C'est d'ailleurs cette catégorie d'entreprises qui portent les augmentations de prix les plus sensibles. Les SA ont conclu sur la base d'un montant moyen de 376 101 € (+ 10,4 %) au plus haut sur quatre ans.

D'autres formes juridiques accompagnent le regain d'opérations de ventes et cessions. Pour l'essentiel, il s'agit de **sociétés en nom collectif**.

Montant moyen des transactions en € par catégorie juridique des acheteurs

| Catégories juridiques des acheteurs | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Évolution 2012 vs 2011 | Nombre transactions 2012 | Évolution 2012 vs 2011 |
|-------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Entreprises individuelles | 106 874 | 98 033 | 99 754 | 103 264 | 104 337 | 1,0% | 7 380 | -17,7% |
| Sociétés à responsabilité limitée | 169 308 | 170 073 | 171 391 | 180 082 | 176 123 | -2,2% | 30 428 | 2,2% |
| Sociétés anonymes ou SAS | 413 275 | 372 191 | 327 597 | 340 615 | 376 101 | 10,4% | 8 901 | 81,7% |
| Autres | 375 214 | 373 575 | 406 965 | 368 843 | 387 313 | 5,0% | 1 913 | 30,4% |
| Ensemble | 176 002 | 174 509 | 176 017 | 187 924 | 199 466 | 6,1% | 48 622 | 7,8% |

La reprise de fonds de commerce séduit les entreprises anciennes

La moitié des reprises de fonds de commerce sont le fait de créateurs de **nouvelles entreprises**.

23 896 entrepreneurs ont ainsi pu en 2012 se lancer dans la création d'entreprise au bénéfice d'une reprise d'activité. Quoique important, ce nombre est en baisse de 2,7 % par rapport à 2011. Le prix moyen d'acquisition du fonds de commerce se maintient au-delà de 177 000 € seuil franchi en 2011 ; le montant moyen s'établit précisément à 177 169 € (- 0,2 %) soit environ 10 000 € au-dessus de la valeur constatée en 2008.

Le nombre de repreneurs âgés de 1 à 2 ans progresse peu (+ 1,1 %) à 8 342 pour un prix d'acquisition qui augmente de 4,8 % et dépasse désormais 190 000 €.

Montant moyen des transactions en € par tranche d'âge des acheteurs

| Tranches d'âge des acheteurs | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Évolution 2012 vs 2011 | Nombre transactions 2012 | Évolution 2012 vs 2011 |
|------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Moins d'un an | 167 809 | 162 103 | 170 589 | 177 490 | 177 169 | -0,2% | 23 896 | -2,7% |
| De 1 à 2 ans | 172 802 | 186 659 | 182 591 | 184 007 | 192 793 | 4,8% | 8 342 | 1,1% |
| De 3 à 5 ans | 175 296 | 160 877 | 161 806 | 184 628 | 214 947 | 16,4% | 2 874 | 16,0% |
| De 6 à 10 ans | 184 918 | 175 430 | 176 767 | 198 462 | 208 833 | 5,2% | 4 071 | 23,7% |
| De 11 à 15 ans | 182 790 | 197 767 | 173 843 | 191 986 | 233 573 | 21,7% | 2 583 | 32,7% |
| 16 ans et plus | 220 536 | 214 097 | 203 487 | 245 417 | 295 699 | 20,5% | 6 856 | 49,7% |
| Ensemble | 176 002 | 174 509 | 176 017 | 187 924 | 199 466 | 6,1% | 48 622 | 7,8% |

Si les nouvelles et très jeunes entreprises constituent les deux tiers des acheteurs, passé le cap des trois ans l'entreprise s'inscrit sur une démarche de reprise de fonds très dynamique.

Ainsi, près de 3 000 entrepreneurs ayant créé leur entreprise depuis **trois à cinq ans** ont signé un rachat de fonds de commerce. Ils sont exactement 8 342 soit 16 % de plus qu'en 2011. 16 %, c'est également la hausse du prix moyen de reprise accepté par ces entrepreneurs qui ont déboursé 214 947 € pour acquérir un nouveau fonds. Sur trois ans, le renchérissement est très sensible ; le prix d'achat est passé de 162 000 € en 2010 à 185 000 € en 2011 puis 215 000 € en 2012.

Les repreneurs âgés de **plus de cinq ans** sont davantage actifs encore. L'appétit augmente même avec l'âge du repreneur ; 4 071 (+ 23,7 %) ont entre 6 et 10 ans, 2 583 (+ 32,7 %) entre 11 et 15 ans et 6 856 (+ 49,7 %) ont plus de 15 ans. Si pour les premiers le prix d'acquisition progresse de moins de 6 % à 208 833 €, pour les plus âgés le montant bondit de plus de 20 % pour s'établir respectivement à 233 573 € et 295 699 €. L'accélération des opérations de ventes et cessions au profit de structures

anciennes confirme l'objectif de recherche de croissance externe déjà révélé par le dynamisme des PME-ETI et de la catégorie juridique SA et assimilées.

Si la distribution des acheteurs change sensiblement avec un taux plus important d'acheteurs matures, créés il y a plus de 15 ans, celle des vendeurs, en revanche, est stable. Près d'un vendeur sur deux a plus de 10 ans et encore un gros quart a moins de 6 ans d'ancienneté.

Distribution de l'ancienneté des fonds de commerce par % acheteurs/vendeurs

| Tranches d'âge Acheteurs / Vendeurs | % acheteurs 2010 | % vendeurs 2010 | % acheteurs 2011 | % vendeurs 2011 | % acheteurs 2012 | % vendeurs 2012 |
|--|---------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
| Moins d'un an | 56,4% | 0,4% | 54,4% | 0,5% | 49,1% | 1,0% |
| De 1 à 2 ans | 17,5% | 8,6% | 18,3% | 8,0% | 17,2% | 8,1% |
| De 3 à 5 ans | 5,7% | 20,6% | 5,5% | 19,5% | 5,9% | 18,3% |
| De 6 à 10 ans | 7,1% | 22,0% | 7,3% | 23,2% | 8,4% | 23,8% |
| De 11 à 15 ans | 4,2% | 13,2% | 4,3% | 13,4% | 5,3% | 13,3% |
| 16 ans et plus | 9,3% | 35,2% | 10,2% | 35,5% | 14,1% | 35,5% |
| Ensemble | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % |

La restauration concentre plus d'une reprise sur cinq

Le secteur **Hébergement, restauration, débits de boisson** (HRC) comptabilise plus de 14 000 changements de main dont l'essentiel (10 658 soit 21,9 % des transactions) concerne la seule restauration. Le prix d'acquisition d'un fonds de restauration se fixe aux environs de 139 000 € quasi stable, montant qui évolue de 83 000 € dans la restauration rapide à 163 000 € dans la restauration traditionnelle tandis que les activités de traiteur se situent à 105 000 €.

Dans le secteur HRC, c'est l'hôtellerie qui tire les prix ; le montant moyen de rachat est de 323 000 € en 2012 contre 315 000 € en 2011. Plus de 800 établissements d'hôtellerie et hébergement similaire ont été repris en 2012 à un montant moyen de 342 000 € et plus de 200 campings à 335 000 €.

Montant moyen des transactions en € par secteur d'activité des acheteurs

| Secteurs d'activité | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Évolution 2012 vs 2011 | Nombre transactions 2011 | Évolution 2012 vs 2011 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Agriculture | 132 884 | 165 720 | 149 314 | 149 472 | 154 998 | 3,7% | 257 | 16,8% |
| Construction | 109 973 | 115 662 | 104 615 | 119 493 | 130 055 | 8,8% | 4 141 | 19,0% |
| Commerce | 242 901 | 243 396 | 242 831 | 253 478 | 264 085 | 4,2% | 14 347 | 5,6% |
| Industrie | 196 433 | 199 481 | 198 578 | 199 909 | 233 381 | 16,7% | 5 111 | 7,3% |
| Information & communication | 209 478 | 258 795 | 263 773 | 262 365 | 332 700 | 26,8% | 671 | 56,4% |
| Transport & logistique | 175 054 | 178 324 | 193 514 | 175 164 | 223 808 | 27,8% | 859 | 19,1% |
| Activités d'assurance et financières | 353 087 | 286 719 | 241 867 | 340 555 | 392 820 | 15,3% | 594 | 85,6% |
| Services aux entreprises | 180 886 | 168 056 | 180 483 | 206 615 | 247 655 | 19,9% | 3 511 | 50,4% |
| Services aux particuliers | 69 224 | 71 255 | 69 866 | 68 698 | 66 753 | -2,8% | 3 609 | 0,7% |
| Hébergement, restauration, débits de boisson | 152 966 | 146 406 | 151 889 | 158 763 | 159 341 | 0,4% | 14 138 | -1,5% |
| Ensemble des secteurs | 176 002 | 174 509 | 176 017 | 187 924 | 199 466 | 6,1% | 48 622 | 7,8% |

L'ensemble du **commerce** porte lui aussi plus de 14 000 transactions (+ 5,6 %) pour un montant moyen de 264 000 €.

Parmi celles-ci, 10 % sont des hypermarchés ou supérettes et supermarchés mais essentiellement des épiceries ; celles-ci représentent un millier de reprises négociées à 79 000 € en moyenne. Dans les métiers de bouche, les fonds de commerce se concluent en moyenne à 100 000 € dans la vente au détail de fruits et légumes, 104 000 € dans la poissonnerie et 107 000 € dans la boucherie.

Dans le bricolage, les prix sont en baisse ; c'est le cas pour les fonds de vente de quincaillerie qu'il s'agisse de grandes surfaces (179 000 €) ou de petites surfaces (101 000 €). L'équipement du foyer peine à résister comme par exemple la vente de meuble (137 000 €).

Les loisirs sont plus dynamiques ; les prix des fonds de commerce augmentent dans la librairie (139 000 €), le sport (172 000 €) ou la vente de journaux et papeterie (197 000 €).

Dans l'habillement, les rachats sont moins onéreux sur la vente de chaussures (154 400 €) et se renchérissent pour les boutiques d'habillement (164 000 €) pour un nombre de transaction très stable à respectivement 210 et 1 190.

Le montant moyen de reprise dans la vente de détail reste néanmoins largement tiré par le soin de la personne et optique à 945 000 € pour 1 700 acheteurs. Dans cette activité, les pharmacies affichent un prix moyen de reprise qui se stabilise à un niveau élevé à 1 265 000 € en 2012 contre 1 260 000 € en 2011. L'optique affiche en revanche un prix en baisse à 245 000 € contre 284 000 €.

Le commerce interentreprises se situe sur des montants de rachat généralement supérieurs à 300 000 €. Le négoce en gros d'habillement et de chaussures est toutefois très en-dessous avec un prix d'acquisition ramené de 186 000 € en 2011 à 173 000 € cette année.

L'industrie s'inscrit sur une bonne dynamique avec plus de 5 000 transactions (+ 7,3 %) conclues au prix moyen de 233 000 € en hausse de plus de 16 %. L'essentiel du volume est concentré dans les activités agroalimentaires qui comptent plus de 3 000 transactions effectuées au prix moyen de 205 000 € (+ 10,6 %). Dans l'agroalimentaire, les artisans boulangers sont les plus nombreux (2 300) à avoir repris un fonds de commerce ; le montant moyen des opérations gagne 6 000 € à 196 000 €. Les pâtisseries ont déboursé en moyenne 158 000 € pour acquérir leur fonds et les charcutiers 120 000 €.

Dans l'industrie manufacturière, plusieurs métiers s'inscrivent sur des montants de reprise élevés et en hausse. C'est le cas des branches imprimerie (168 000 €), textile, habillement, cuir (193 000 €), bois, matériaux de construction (459 000 €) ou caoutchouc, plastique (313 000 €). Les métiers de l'énergie, eau, environnement restent sur des montants hauts (306 000 €) notamment dans la production d'électricité (446 000 €). En revanche, le marché est plus tendu dans la métallurgie, mécanique (182 000 €) principalement dans la mécanique industrielle (167 000 €).

La **construction** est également attractive. Plus de 4 000 repreneurs (+ 19 %) ont racheté un fonds de commerce sur une base moyenne de 130 000 € en hausse de près de 9 %. Plus de 2 500, comme en 2011, se situent dans le bâtiment et sur des fonds achetés 92 000 € soit 4 000 € de moins qu'un an plus tôt.

Dans le bâtiment, la maçonnerie générale a séduit 339 repreneurs de fonds à un montant moyen de 79 000 €. L'installation électrique en a convaincu un peu plus (351) au prix de 80 000 €. Les travaux de couverture, peinture ou installation d'eau de gaz se valorisent entre 70 000 et 75 000 €. La menuiserie bois et PVC se situe à 85 000 € tandis que la menuiserie métallique bondit de 20 000 € à 130 000 €.

Pour les travaux publics, le prix moyen de reprise se stabilise au-delà de 324 000 €.

Dans un contexte économique lourd pour l'immobilier, les reprises d'agences immobilières sont pourtant restées soutenues et ont été plus onéreuses (131 000 € contre 111 000 €).

Montant moyen des transactions en € par tranche de CA des vendeurs

| Secteurs d'activité | CA < 0,5 M€ | 0,5 < CA < 2 M€ | 2 M€ < CA < 10 M€ | CA > 10M€ |
|--|----------------|-----------------|-------------------|----------------|
| Construction | 157 044 | 270 800 | 332 470 | 540 349 |
| Commerce | 120 972 | 341 202 | 491 580 | 696 316 |
| Industrie | 193 656 | 229 203 | 363 587 | 1 362 818 |
| Information & communication | 114 237 | 107 857 | 593 307 | 785 389 |
| Transport & logistique | 116 351 | 208 105 | 374 331 | 463 216 |
| Services aux entreprises | 162 941 | 298 808 | 281 762 | 680 687 |
| Services aux particuliers | 85 132 | 129 865 | 203 849 | NS |
| Hébergement, restauration, débits de boisson | 179 132 | 622 816 | 662 356 | 607 333 |
| Ensemble des secteurs | 150 938 | 329 026 | 427 670 | 769 092 |

Les **services** comptabilisent plus de 7 000 transactions pour moitié dans le B2B et moitié dans le B2C. Si ceux à destination du particulier offrent une tendance molle, ceux à destination des entreprises, en revanche, recueillent davantage d'enthousiasme. Le nombre de reprises pour ces derniers a crû de 50,4 % sur un an pour un prix moyen à 248 000 € en hausse de près de 20 %. Le marché est plus stable sur les services aux particuliers et le prix moyen baisse légèrement à 67 000 €. Ce montant est largement tiré par les transmissions de salons de coiffure. Stable sur un an, le nombre de rachats de fonds de commerce se fixe à près de 2 000 pour un prix moyen de 67 300 €. Les instituts de beauté portent 700 reprises au montant moyen de 55 000 €. Parmi les autres activités de services à destination des particuliers, celle de blanchisserie-teinturerie comptabilise 400 cessions négociées en moyenne 61 400 €.

Dans les services aux entreprises, les activités scientifiques et techniques sont à la peine à l'image du conseil pour les affaires dont le montant moyen de reprise tombe sous 160 000 € ou des agences de publicité désormais sous les 170 000 €. Les activités comptables font figure d'exception au-delà de 440 000 €.

Les services administratifs aux entreprises sont globalement mieux orientés. C'est notamment le cas dans le nettoyage des bâtiments (111 000 €), les agences de voyages (162 000 €) ou les agences de travail temporaire (275 000 €).

Les activités d'**information et communication** sont elles aussi plutôt dynamiques avec plus de 670 reprises pour un montant moyen de 332 700 €. Les services informatiques concentrent la majorité des transactions (370), c'est 75 % de plus qu'en 2011. Le prix moyen de rachat s'établit à 346 000 € en hausse de 37 %. Parmi ces activités de services informatiques, le conseil en systèmes et logiciels informatiques représente plus de 200 reprises pour un prix moyen de 347 000 € (+ 8 %) et la programmation informatique 75 transactions à 222 000 € en moyenne (+ 22 %).

Le **transport et la logistique** comptabilisent près de 860 reprises (+ 19 %) au prix moyen de 224 000 € (+ 28 %). Le transport routier de marchandises porte plus de la moitié des opérations 478 (+ 15 %) qui se sont traitées à 154 000 € (+ 8 %) ; le fret de proximité en compte 274 (151 200 € + 18 %) et le fret interurbain 155 (175 000 € stable).

Dans les activités d'**assurance**, plus de 230 cabinets d'agents et courtiers d'assurances ont changé de main au prix moyen de 337 000 €.

Montant moyen des transactions en € par activité des acheteurs

| ACTIVITÉS | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Évolution 2012 vs 2011 | Nombre transactions 2012 | Évolution 2012 vs 2011 |
|--|---------|---------|---------|---------|------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Agriculture | | | | | | | |
| Chasse, pêche, forêt | 87 189 | 116 687 | 151 393 | 97 181 | -35,8% | 60 | -4,8% |
| Culture | 190 923 | 166 471 | 154 852 | 183 641 | 18,6% | 159 | 19,5% |
| Élevage | 98 452 | 90 116 | 115 267 | 100 443 | -12,9% | 38 | 58,3% |
| Construction | | | | | | | |
| Bâtiment | 95 798 | 89 541 | 95 734 | 91 939 | -4,0% | 2 554 | -0,9% |
| Travaux publics | 265 666 | 220 365 | 324 489 | 324 736 | 0,1% | 112 | 93,1% |
| Agences immobilières | 107 669 | 109 570 | 110 532 | 131 407 | 18,9% | 632 | 28,7% |
| Autres activités immobilières | 200 173 | 176 011 | 292 461 | 277 451 | -5,1% | 784 | 132,6% |
| Commerce | | | | | | | |
| Commerce & réparation véhicules | 131 991 | 131 286 | 129 563 | 150 235 | 16,0% | 1 889 | 9,3% |
| Magasins multi-rayons | 128 374 | 146 042 | 144 094 | 161 885 | 12,3% | 1 425 | 3,6% |
| Détail alimentaire | 126 016 | 127 628 | 140 964 | 153 571 | 8,9% | 2 279 | 3,9% |
| Bricolage & équipement du foyer | 117 739 | 105 154 | 123 818 | 124 174 | 0,3% | 797 | -0,4% |
| Sport & loisirs | 156 669 | 159 684 | 159 676 | 181 105 | 13,4% | 963 | 3,3% |
| Commerce d'habillement | 133 787 | 121 595 | 149 275 | 161 172 | 8,0% | 1 460 | 0,8% |
| Soin de la personne & optique | 979 265 | 965 463 | 963 632 | 945 042 | -1,9% | 1 657 | -2,0% |
| Vente hors magasin | 86 317 | 92 632 | 105 701 | 89 228 | -15,6% | 401 | -18,0% |
| Autres commerces de détail | 107 173 | 113 716 | 101 473 | 101 775 | 0,3% | 1 229 | -9,2% |
| Carburants & combustibles | 235 485 | 121 351 | 192 303 | 213 104 | 10,8% | 154 | 32,8% |
| Autres commerce interentreprises | 221 989 | 297 711 | 171 339 | 328 946 | 92,0% | 344 | 67,0% |
| Centrales d'achat | 149 945 | 253 772 | 156 736 | 319 099 | 103,6% | 128 | 8,5% |
| Alimentaire (interentreprises) | 222 277 | 181 488 | 310 117 | 236 586 | -23,7% | 298 | 20,6% |
| Textile, habillement (interentreprises) | 137 071 | 127 249 | 174 930 | 167 337 | -4,3% | 198 | 16,5% |
| Biens domestiques (interentreprises) | 231 575 | 288 137 | 286 556 | 375 720 | 31,1% | 293 | 78,7% |
| Équipements informatiques & électroniques (interentreprises) | 262 683 | 400 190 | 355 221 | 378 797 | 6,6% | 73 | 21,7% |
| Machines & équipements (interentreprises) | 184 900 | 201 270 | 158 164 | 256 266 | 62,0% | 470 | 78,7% |
| Matériaux de construction, sanitaire... (interentreprises) | 226 994 | 191 313 | 221 099 | 381 207 | 72,4% | 289 | 26,8% |

| ACTIVITÉS | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Évolution 2012 vs 2011 | Nombre transactions 2012 | Évolution 2012 vs 2011 |
|---|---------|---------|-----------|---------|------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Industrie | | | | | | | |
| Industrie alimentaire | 202 680 | 192 604 | 185 730 | 205 367 | 10,6% | 3 066 | -3,4% |
| Textile, habillement, cuir | 119 393 | 156 253 | 129 823 | 193 119 | 48,8% | 145 | 3,6% |
| Bois, matériaux de construction | 293 464 | 266 510 | 289 327 | 459 366 | 58,8% | 205 | 29,7% |
| Papier, carton | 157 642 | 180 196 | 304 091 | 363 346 | 19,5% | 30 | 20,0% |
| Imprimerie | 100 671 | 91 780 | 91 399 | 167 947 | 83,8% | 167 | 16,8% |
| Énergie, eau, environnement | 338 565 | 382 843 | 331 785 | 305 809 | -7,8% | 270 | 94,2% |
| Chimie, pharmacie | 409 004 | 393 865 | 1 070 688 | 766 282 | -28,4% | 79 | 64,6% |
| Caoutchouc, plastique | 144 489 | 295 856 | 306 417 | 313 441 | 2,3% | 101 | 94,2% |
| Métallurgie, mécanique | 179 909 | 133 438 | 327 898 | 182 368 | -44,4% | 304 | 23,6% |
| Informatique, électronique | 298 588 | 277 410 | 154 473 | 384 255 | 148,8% | 52 | 67,7% |
| Machines et équipements | 225 287 | 192 034 | 216 104 | 190 078 | -12,0% | 93 | 38,8% |
| Autres industries manufacturières | 131 424 | 103 942 | 124 978 | 173 836 | 39,1% | 200 | -7,8% |
| Réparation, maintenance | 133 126 | 112 949 | 102 047 | 166 606 | 63,3% | 255 | -1,9% |
| Information & Communication | | | | | | | |
| Services informatiques | 305 096 | 325 337 | 252 225 | 346 331 | 37,3% | 370 | 75,4% |
| Édition | 278 169 | 189 060 | 243 341 | 155 725 | -36,0% | 113 | 76,6% |
| Films & son | 218 722 | 102 349 | 267 493 | 380 713 | 42,3% | 62 | 51,2% |
| Télécommunications | 97 989 | 167 008 | 246 179 | 336 999 | 36,9% | 74 | -18,7% |
| Transport | | | | | | | |
| Transport routier de marchandises | 131 832 | 192 428 | 142 646 | 153 639 | 7,7% | 478 | 14,9% |
| Transport routier de voyageurs | 131 212 | 126 608 | 186 923 | 168 267 | -10,0% | 209 | 0,5% |
| Services de transport | 337 868 | 299 968 | 324 835 | 532 901 | 64,1% | 150 | 87,5% |
| Activités d'assurance et financières | | | | | | | |
| Activités financières | 505 568 | 287 082 | 570 643 | 625 336 | 9,6% | 315 | 123,4% |
| Activités d'assurance | 238 572 | 184 137 | 205 301 | 317 775 | 54,8% | 279 | 55,9% |

| ACTIVITÉS | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Évolution 2012 vs 2011 | Nombre transactions 2012 | Évolution 2012 vs 2011 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Services aux entreprises | | | | | | | |
| Services techniques aux entreprises | 171 215 | 215 281 | 252 182 | 214 233 | -15,0% | 1 611 | 47,9% |
| Activités de location | 178 157 | 209 205 | 214 799 | 264 498 | 23,1% | 307 | 21,8% |
| Mise à disposition de ressources humaines | 110 799 | 173 562 | 121 820 | 265 646 | 118,1% | 111 | 88,1% |
| Voyages | 219 643 | 109 229 | 95 813 | 159 430 | 66,4% | 123 | 21,8% |
| Sécurité | 133 896 | 202 302 | 197 661 | 301 452 | 52,5% | 55 | -11,3% |
| Nettoyage de bâtiments | 117 911 | 125 445 | 108 503 | 103 235 | -4,9% | 221 | 4,2% |
| Services administratifs de bureau | 154 759 | 78 188 | 163 003 | 363 519 | 123,0% | 62 | 5,1% |
| Autres activités de soutien aux entreprises | 109 892 | 114 375 | 121 517 | 134 018 | 10,3% | 344 | 14,3% |
| Services aux particuliers | | | | | | | |
| Activités de réparation | 88 920 | 78 909 | 69 282 | 69 721 | 0,6% | 237 | 14,5% |
| Coiffeurs, soins de beauté et corporels | 67 536 | 68 239 | 66 864 | 64 394 | -3,7% | 2 723 | -1,2% |
| Autres services à la personne | 73 176 | 67 112 | 76 835 | 76 123 | -0,9% | 649 | 4,5% |
| Hébergement, Restauration, Débits de boissons | | | | | | | |
| Hébergement | 286 887 | 314 617 | 314 962 | 322 981 | 2,5% | 1 117 | -4,9% |
| Restauration | 127 560 | 129 916 | 139 227 | 138 708 | -0,4% | 10 658 | -0,9% |
| Débits de boissons | 152 471 | 162 595 | 168 452 | 177 306 | 5,3% | 2 363 | -2,7% |
| Autres activités | | | | | | | |
| Santé humaine | 312 813 | 296 922 | 344 894 | 531 510 | 54,1% | 409 | 36,3% |
| Action sociale | 370 615 | 294 274 | 367 281 | 430 743 | 17,3% | 90 | 95,7% |
| Activités culturelles | 278 416 | 125 333 | 405 282 | 163 834 | -59,6% | 52 | -18,8% |
| Activités sportives | 92 934 | 142 394 | 140 307 | 135 794 | -3,2% | 96 | -14,3% |
| Autres activités récréatives | 131 665 | 103 248 | 134 406 | 110 336 | -17,9% | 117 | -7,1% |
| Enseignement | 86 475 | 98 709 | 83 517 | 113 325 | 35,7% | 363 | 21,8% |
| Ensemble des activités | 174 509 | 176 017 | 187 924 | 199 466 | 6,1% | 48 622 | 7,8% |

L'attractivité de l'Ouest se confirme

La France reste globalement coupée en deux, avec des prix plus élevés sur les régions situées au-dessus d'une ligne Midi-Pyrénées/Lorraine. Parmi elles, la Bretagne franchit le cap des 200 000 €.

Montant moyen des transactions en € par région des acheteurs

| Régions des acheteurs | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Évolution 2012 vs 2011 | Nombre transactions 2012 | Évolution 2012 vs 2011 |
|----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Alsace | 160 188 | 167 225 | 168 183 | 167 152 | -0,6% | 979 | 2,1% |
| Aquitaine | 172 266 | 176 301 | 195 644 | 184 392 | -5,8% | 2 613 | -0,5% |
| Auvergne | 119 106 | 132 034 | 140 721 | 132 245 | -6,0% | 1 058 | 14,8% |
| Basse-Normandie | 168 897 | 180 869 | 178 762 | 191 475 | 7,1% | 1 494 | 23,6% |
| Bourgogne | 161 371 | 136 194 | 146 721 | 146 208 | -0,3% | 1 228 | 12,5% |
| Bretagne | 193 304 | 177 499 | 194 427 | 203 540 | 4,7% | 2 824 | 12,7% |
| Centre | 164 418 | 160 334 | 171 511 | 186 474 | 8,7% | 1 608 | 7,4% |
| Champagne-Ardenne | 164 542 | 156 277 | 195 744 | 198 867 | 1,6% | 725 | -2,9% |
| Corse | 173 564 | 177 240 | 171 821 | 167 100 | -2,7% | 283 | 0,4% |
| Franche-Comté | 153 365 | 132 618 | 152 719 | 165 885 | 8,6% | 678 | -0,7% |
| Haute-Normandie | 168 697 | 175 569 | 175 036 | 182 841 | 4,5% | 1 207 | -1,5% |
| Ile-de-France | 224 222 | 230 498 | 243 753 | 245 075 | 0,5% | 8 920 | 16,1% |
| Languedoc-Roussillon | 142 648 | 146 571 | 172 728 | 180 704 | 4,6% | 2 267 | -0,8% |
| Limousin | 136 003 | 153 471 | 150 665 | 152 474 | 1,2% | 548 | -0,2% |
| Lorraine | 157 246 | 151 925 | 166 556 | 163 080 | -2,1% | 1 460 | 11,2% |
| Midi-Pyrénées | 157 219 | 147 756 | 163 239 | 163 178 | 0,0% | 2 190 | 2,6% |
| Nord-Pas-de-Calais | 178 288 | 160 009 | 222 019 | 180 416 | -18,7% | 2 225 | 15,6% |
| Pays de la Loire | 161 617 | 154 412 | 168 904 | 179 529 | 6,3% | 2 944 | 14,3% |
| Picardie | 171 611 | 172 634 | 195 615 | 200 302 | 2,4% | 900 | -8,0% |
| Poitou-Charentes | 155 123 | 158 432 | 162 138 | 184 845 | 14,0% | 1 319 | -7,1% |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 170 311 | 185 913 | 177 420 | 184 177 | 3,8% | 4 926 | 2,6% |
| Rhône-Alpes | 152 836 | 158 222 | 165 840 | 172 973 | 4,3% | 5 693 | 10,0% |
| D.O.M | 224 266 | 180 063 | 284 607 | 288 090 | -1,6% | 485 | -6,7% |
| Total France | 174 509 | 176 017 | 187 924 | 199 466 | 6,1% | 48 622 | 7,8% |

Les régions au-dessus de 190 000 €

L'Île-de-France, première région économique française, confirme son pouvoir attractif avec près de 9 000 reprises (+ 16 %) pour un prix de rachat qui reste au plus haut à 245 000 €. Paris draine plus du tiers des transactions (3 700) mais sur la base d'un montant de rachat en recul de 5 % à 268 500 €. Les Hauts-de-Seine concentrent plus de 1 200 reprises pour un prix moyen de 327 500 € en hausse de 26 %. En Île-de-France, les fonds de commerce se renchérissent de 16 % (196 100 €) en Seine-Saint-Denis et de 11 % (198 200 €) en Val-d'Oise. Les autres départements enregistrent, en revanche, un recul des prix de reprises.

La **Bretagne** s'inscrit sur une dynamique plus marquée avec plus de 2 800 repreneurs (+ 13 %) et un montant moyen de rachat de 203 500 € (+ 5 %). La performance bretonne est tirée par l'Ille-et-Vilaine qui compte plus de 900 reprises (+ 17 %) au prix moyen de 215 500 € (+ 10 %). Les autres départements affichent un nombre de transactions en hausse mais un montant de reprises en recul.

La **Picardie** comptabilise moins de rachats (900, - 8 %) mais un prix en hausse de 2 % au-delà désormais de 200 000 €. Les fonds de commerce se renchérissent de 29 % dans l'Oise à 222 200 € et sont moins onéreux dans l'Aisne et la Somme.

La **Champagne-Ardenne** enregistre moins de reprises (- 3 %) mais à un prix plus élevé 198 900 € (+ 2 %) tiré notamment par les Ardennes à 263 000 € (+ 58 %).

La **Basse-Normandie** a séduit près de 1 500 repreneurs (+ 24 %) et le prix moyen franchit la barre des 190 000 € (+ 7%). Le Calvados offre la plus forte performance régionale avec plus de 800 reprises (+ 36 %) au prix moyen de 228 700 € (+ 22 %).

Les régions entre 170 000 € et 190 000 €

Parmi ces régions seule **Rhône-Alpes** est sous les 180 000 € mais à 173 000 € le montant moyen des rachats confirme une nouvelle hausse (+ 4 %). Depuis 2008, le prix moyen n'a cessé de croître (+ 19 % sur 5 ans). Près de 5 700 fonds de commerce ont changé de main en 2012, c'est 10 % de plus qu'en 2011. Le Rhône accueille plus de 1 700 reprises (+ 22 %) pour un montant moyen de 171 900 € en augmentation de 12 % après une hausse de 23 % en 2011. L'Isère qui approche 1 000 rachats (+ 11 %) affiche un montant moyen de reprise à 154 300 € (+ 13 %) après une année 2011 moins dynamique. En troisième position en termes de nombre de transactions, la Loire approche 800 reprises (+ 9 %) pour un montant moyen de 156 600 € (+ 4 %). Dans l'Ain, le nombre de rachats recule de 5 % (400) mais le prix est en hausse de 6 % (138 600 €). Les autres départements, en revanche, enregistrent une baisse du prix de cession.

Dans le sud, **Provence-Alpes-Côte d'Azur** (184 200 €, + 4 %) et **Languedoc-Roussillon** (180 700 €, + 5 %) dépassent 180 000 €. En PACA, le nombre de transactions augmente de 3 % à près de 5 000 reprises,

tendances portée par les Bouches-du-Rhône (1 700) et le Var (1 200). Mais c'est dans le Vaucluse que le prix des fonds de commerce augmente le plus vite et est le plus élevé 188 800 € (+ 9 %).

En **Languedoc-Roussillon**, l'Hérault comptabilise moins de 1 000 reprises (- 4 %) sur la base d'un montant moyen de 172 500 € (- 10 %). En revanche, le prix de cession augmente sensiblement dans l'Aude (+ 9 %) à 163 000 € et dans les Pyrénées-Orientales (+ 18 %) à 167 300 €.

A l'Ouest, la région **Aquitaine** comptabilise comme en 2011 plus de 2 600 reprises de fonds de commerce mais le montant moyen de rachat recule de 6 % à 184 400 €. Cette tendance est influencée par la Gironde où le prix chute de 23 % à 182 600 €. Les Pyrénées-Atlantiques, en revanche, enregistrent une hausse de 10 % à 170 600 € et les Landes de 16 % à 192 000 €.

En **Poitou-Charentes**, le nombre de transactions tombe de 7 % à 1 319 mais le prix moyen de cession est en hausse sensible (+ 14 %) à 184 900 €. A l'exception des Deux-Sèvres, les autres départements enregistrent une augmentation du montant des reprises ; c'est ainsi le cas en Charente (+ 18 %) à 153 700 €, Charente-Maritime (+ 13 %) à 217 100 € et dans la Vienne (+ 8 %) à 130 200 €.

Les **Pays de la Loire** approchent un montant moyen de reprises de 180 000 € en hausse de 6 % pour près de 3 000 transactions (+ 14 %). Le Maine-et-Loire et la Mayenne affichent de fortes performances avec des opérations plus nombreuses (respectivement + 20 % et + 11 %) et des montants moyens en augmentation sensible (respectivement + 24 % à 180 400 € et + 36 % à 198 500 €).

En région **Centre**, plus de 1 600 fonds de commerce ont été rachetés (+ 7 %) au prix moyen de 186 400 € (+ 9 %). Le Loir-et-Cher et le Loiret s'inscrivent sur des tendances dynamiques avec des rachats en augmentation de 15 % et 12 % sur la base de montants en hausse de 36 % (222 200 €) et de 16 % (244 500 €).

Le nombre de reprises recule de 2 % en **Haute-Normandie** (1 200) mais le montant moyen de rachat augmente de 5 % à 182 800 €.

Le **Nord-Pas-de-Calais** avait enregistré une forte hausse du prix moyen de cession des fonds de commerce en 2011 qui avait porté le montant au-delà de 222 000 €. En 2012, ce dernier chute de 19 % à 180 400 € mais le nombre de transactions augmente de 16 % au-delà de 2 200.

Les régions sous le seuil de 170 000 €

Le couloir reliant Midi-Pyrénées à la Lorraine concentre les régions où le prix moyen de cession des fonds de commerce se situe sous le seuil des 170 000 €.

En **Midi-Pyrénées**, le montant des transactions se stabilise à 163 200 € en moyenne pour près de 2 200 acheteurs (+ 3 %). La Haute-Garonne compte 900 reprises soit 11 % de plus sur un an. Le prix des transactions baisse de 7 % à 176 200 € mais demeure le plus élevé de la région. L'Aveyron affiche une belle performance avec plus de 200 reprises (+ 6 %) sur la base d'un montant moyen en hausse de 16 % à 158 700 €. L'augmentation est plus forte encore dans le Tarn (+ 23 %) à 130 500 €.

Le **Limousin** présente des tendances globalement stables sur un an avec 550 acheteurs et un prix moyen de 152 400 €. La Haute-Vienne se distingue en affichant plus de 300 reprises (+ 25 %) à 166 800€ en moyenne (+ 13 %).

L'Auvergne accueille plus d'un millier de repreneurs (+ 15 %) mais le montant de rachat recule de 6 % et revient à sa valeur de 2010 (132 000 €). Le Puy-de-Dôme se démarque avec près de 490 reprises (+28 %) sur la base d'un montant de rachat de 148 500 € (+ 1 %). Les autres départements affichent un prix moyen en baisse notamment la Haute-Loire qui tombe sous les 100 000 €.

En **Bourgogne**, la barre des 1 200 reprises est franchie (+ 12 %) pour un montant moyen stable à 146 200 €. Dans cette région, la Saône-et-Loire approche 500 reprises (+ 22 %) au prix de 151 500 € (+39 %) en moyenne.

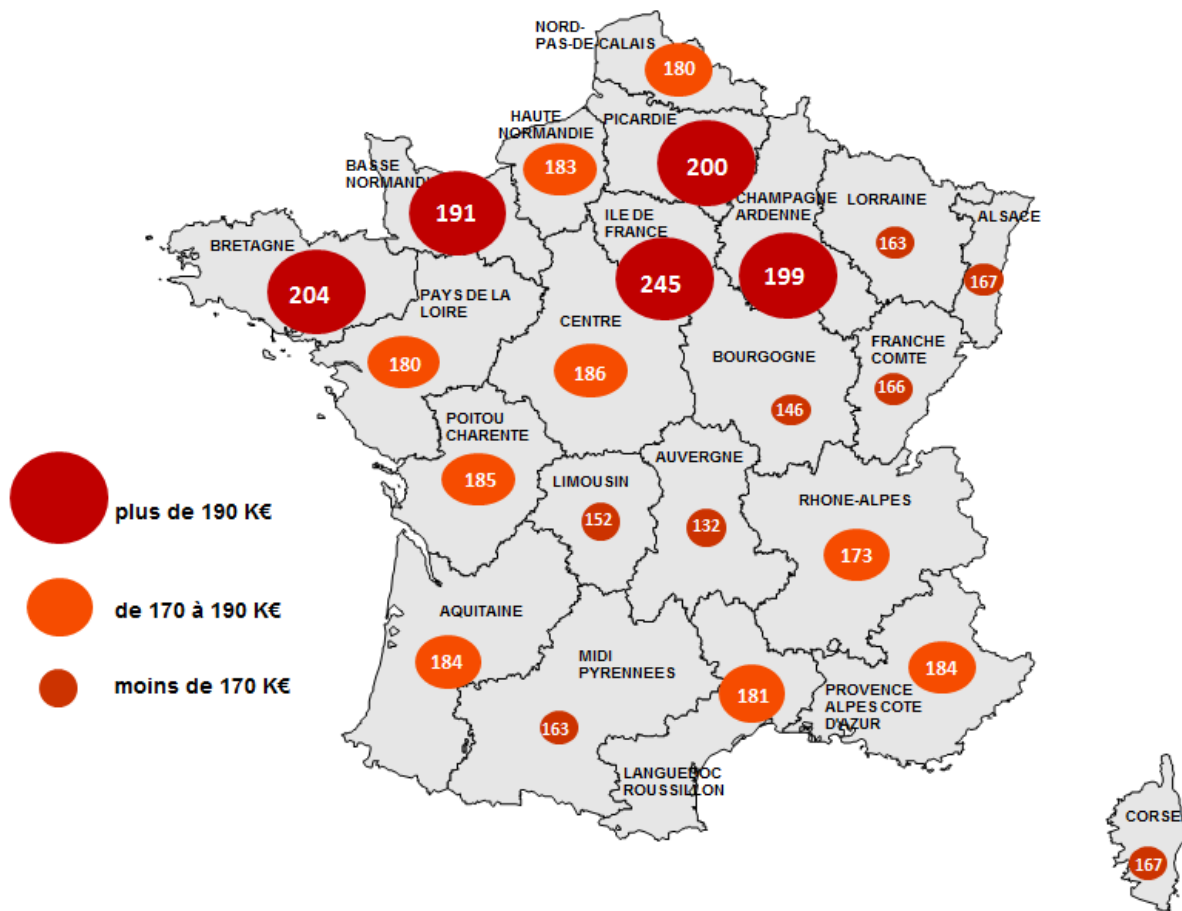
La **Franche-Comté** affiche une augmentation des prix de cession de 9 % à 165 900 € tirée par le Doubs qui dépasse la barre des 200 000 € (+ 33 %).

En **Alsace**, le nombre de transactions approche le millier mais depuis trois ans le montant moyen se stabilise autour de 167 000 € avec en 2012 une forte hausse dans le Bas-Rhin (+ 28 %) à 215 600 € et une baisse dans le Haut-Rhin (-12 %) à 146 700 €.

La **Lorraine** comptabilise près de 1 500 opérations (+ 11 %) sur la base d'un prix moyen en légère baisse (- 2 %) à 163 000 €. Si tous les départements de la région recensent davantage de reprises, celles-ci se traitent généralement à un montant en recul. La Moselle est l'exception ; près de 660 rachats ont été comptabilisés à un prix moyen de 190 100 € en augmentation de 5 %.

La **Corse** compte un peu moins de 300 rachats de fonds de commerce comme en 2011 mais le montant de reprise tombe sous les 170 000 € à 167 100 € (- 3 %). Le nombre de transactions se fixe à environ 150 en Haute-Corse pour un prix moyen de 161 700 € (- 4 %) et 130 en Corse-du-Sud à 175 900 €, montant stable.

**Carte de France des montants moyens de transactions en K€
 par région des acheteurs**



Montant moyen des transactions en € par département des acheteurs

| Régions des acheteurs | Dpt | 2010 | 2011 | 2012 | Évolution 2012 Vs 2011 | Nombre transactions 2012 | Évolution 2012 Vs 2011 |
|-----------------------|-----|---------|---------|---------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Alsace | 67 | 175 763 | 168 938 | 215 661 | 27,7% | 610 | 4,5% |
| | 68 | 152 144 | 167 080 | 146 751 | -12,2% | 369 | -1,6% |
| Aquitaine | 24 | 196 266 | 153 449 | 132 777 | -13,5% | 340 | -4,8% |
| | 33 | 174 655 | 236 692 | 182 638 | -22,8% | 1 121 | 3,6% |
| | 40 | 147 529 | 165 706 | 191 994 | 15,9% | 318 | -19,3% |
| | 47 | 140 329 | 195 782 | 100 037 | -48,9% | 266 | 3,1% |
| | 64 | 174 594 | 163 071 | 179 604 | 10,1% | 567 | 5,8% |
| Auvergne | 03 | 134 024 | 142 463 | 130 481 | -8,4% | 255 | 0,8% |
| | 15 | 138 915 | 129 555 | 118 293 | -8,7% | 117 | -7,1% |
| | 43 | 134 083 | 129 895 | 99 855 | -23,1% | 201 | 21,8% |
| | 63 | 117 657 | 147 093 | 148 487 | 0,9% | 485 | 28,3% |
| Basse-Normandie | 14 | 218 435 | 187 466 | 228 737 | 22,0% | 803 | 36,3% |
| | 50 | 187 901 | 186 686 | 163 952 | -12,2% | 476 | 19,6% |
| | 61 | 133 458 | 136 422 | 122 348 | -10,3% | 214 | -3,6% |
| Bourgogne | 21 | 183 098 | 186 175 | 154 523 | -17,0% | 344 | 3,3% |
| | 58 | 145 295 | 173 226 | 129 353 | -25,3% | 154 | 4,8% |
| | 71 | 102 673 | 109 116 | 151 469 | 38,8% | 499 | 22,0% |
| | 89 | 120 567 | 138 914 | 122 473 | -11,8% | 231 | 13,8% |
| Bretagne | 22 | 182 486 | 186 019 | 163 417 | -12,2% | 558 | 8,1% |
| | 29 | 187 059 | 197 484 | 190 161 | -3,7% | 691 | 18,7% |
| | 35 | 179 798 | 196 040 | 215 564 | 10,0% | 903 | 16,8% |
| | 56 | 150 753 | 196 024 | 191 395 | -2,4% | 672 | 5,8% |
| Centre | 18 | 168 174 | 186 358 | 155 596 | -16,5% | 225 | 7,7% |
| | 28 | 153 686 | 170 436 | 157 843 | -7,4% | 238 | 10,2% |
| | 36 | 190 289 | 93 797 | 166 815 | 77,8% | 132 | -9,6% |
| | 37 | 147 300 | 165 058 | 155 858 | -5,6% | 385 | 3,8% |
| | 41 | 144 406 | 167 135 | 227 237 | 36,0% | 248 | 14,8% |
| | 45 | 154 653 | 211 423 | 244 505 | 15,6% | 380 | 12,1% |

| Régions des acheteurs | Dpt | 2010 | 2011 | 2012 | Évolution 2012 Vs 2011 | Nombre transactions 2012 | Évolution 2012 Vs 2011 |
|-----------------------|-----|---------|---------|---------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Champagne-Ardenne | 08 | 202 739 | 149 205 | 236 008 | 58,2% | 136 | -7,5% |
| | 10 | 149 630 | 199 447 | 150 561 | -24,5% | 197 | 19,4% |
| | 51 | 128 204 | 244 679 | 229 125 | -6,4% | 308 | -3,8% |
| | 52 | 126 703 | 131 035 | 132 677 | 1,3% | 84 | -27,0% |
| Corse | 2A | 164 375 | 176 175 | 175 872 | -0,2% | 129 | 0,0% |
| | 2B | 188 909 | 168 507 | 161 761 | -4,0% | 152 | -0,7% |
| Franche-Comté | 25 | 147 789 | 151 274 | 201 499 | 33,2% | 304 | -2,6% |
| | 39 | 141 606 | 140 848 | 135 006 | -4,1% | 192 | 7,3% |
| | 70 | 135 312 | 180 098 | 144 567 | -19,7% | 113 | -8,9% |
| | 90 | 87 532 | 149 544 | 151 997 | 1,6% | 69 | 1,5% |
| Haute-Normandie | 27 | 181 848 | 181 043 | 205 873 | 13,7% | 341 | 1,8% |
| | 76 | 158 597 | 172 807 | 179 277 | 3,7% | 866 | -2,7% |
| Ile-de-France | 75 | 239 773 | 283 057 | 268 495 | -5,1% | 3 692 | 22,2% |
| | 77 | 210 438 | 217 455 | 207 625 | -4,5% | 702 | -2,5% |
| | 78 | 190 169 | 243 234 | 222 111 | -8,7% | 731 | 7,2% |
| | 91 | 309 351 | 198 995 | 170 408 | -14,4% | 548 | 8,7% |
| | 92 | 243 852 | 260 274 | 327 481 | 25,8% | 1 242 | 40,0% |
| | 93 | 199 146 | 169 708 | 196 141 | 15,6% | 774 | 7,1% |
| | 94 | 173 652 | 225 682 | 195 821 | -13,2% | 732 | 5,3% |
| | 95 | 199 707 | 177 986 | 198 209 | 11,4% | 499 | 10,9% |
| Languedoc-Roussillon | 11 | 157 350 | 150 124 | 162 988 | 8,6% | 285 | 0,7% |
| | 30 | 143 626 | 176 416 | 175 475 | -0,5% | 525 | 5,0% |
| | 34 | 131 093 | 191 955 | 172 483 | -10,1% | 965 | -3,8% |
| | 48 | 149 584 | 167 363 | 175 016 | 4,6% | 69 | -2,8% |
| | 66 | 77 386 | 141 683 | 167 273 | 18,1% | 423 | -1,2% |
| Limousin | 19 | 176 988 | 182 470 | 114 214 | -37,4% | 170 | -23,1% |
| | 23 | 170 379 | 85 378 | 145 019 | 69,9% | 71 | -13,4% |
| | 87 | 131 737 | 147 245 | 166 844 | 13,3% | 307 | 24,8% |

| Régions des acheteurs | Dpt | 2010 | 2011 | 2012 | Évolution 2012 Vs 2011 | Nombre transactions 2012 | Évolution 2012 Vs 2011 |
|-----------------------|-----|---------|---------|---------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Lorraine | 54 | 160 977 | 161 819 | 140 353 | -13,3% | 424 | 11,6% |
| | 55 | 157 618 | 203 898 | 87 159 | -57,3% | 104 | 9,5% |
| | 57 | 135 476 | 180 770 | 190 124 | 5,2% | 657 | 13,9% |
| | 88 | 109 222 | 129 333 | 107 438 | -16,9% | 275 | 5,4% |
| Midi-Pyrénées | 09 | 167 432 | 233 664 | 124 651 | -46,7% | 89 | -12,7% |
| | 12 | 158 656 | 137 026 | 158 711 | 15,8% | 214 | 6,5% |
| | 31 | 129 744 | 189 747 | 176 226 | -7,1% | 898 | 11,1% |
| | 32 | 132 765 | 140 840 | 145 482 | 3,3% | 145 | 4,3% |
| | 46 | 131 698 | 143 180 | 111 234 | -22,3% | 153 | -14,0% |
| | 65 | 148 781 | 141 828 | 140 921 | -0,6% | 177 | -7,8% |
| | 81 | 110 603 | 106 300 | 130 564 | 22,8% | 310 | -2,2% |
| | 82 | 131 183 | 187 440 | 147 671 | -21,2% | 204 | 3,6% |
| Nord-Pas-de-Calais | 59 | 150 369 | 244 512 | 175 657 | -28,2% | 1 396 | 16,0% |
| | 62 | 165 437 | 186 014 | 180 238 | -3,1% | 829 | 15,0% |
| Pays de la Loire | 44 | 171 187 | 200 471 | 189 043 | -5,7% | 1 123 | 26,6% |
| | 49 | 132 706 | 145 607 | 180 454 | 23,9% | 612 | 20,0% |
| | 53 | 165 542 | 146 150 | 198 552 | 35,9% | 257 | 11,3% |
| | 72 | 154 373 | 159 702 | 177 336 | 11,0% | 389 | -4,0% |
| | 85 | 131 320 | 154 265 | 153 138 | -0,7% | 563 | 3,7% |
| Picardie | 02 | 137 044 | 182 690 | 163 085 | -10,7% | 261 | -16,3% |
| | 60 | 178 695 | 172 910 | 222 214 | 28,5% | 358 | -2,7% |
| | 80 | 192 388 | 234 301 | 202 786 | -13,5% | 281 | -5,7% |
| Poitou-Charentes | 16 | 179 030 | 130 107 | 153 760 | 18,2% | 210 | -14,6% |
| | 17 | 134 537 | 192 300 | 217 102 | 12,9% | 604 | -0,8% |
| | 79 | 154 646 | 173 675 | 168 412 | -3,0% | 218 | -13,5% |
| | 86 | 137 716 | 120 457 | 130 178 | 8,1% | 286 | -8,6% |

| Régions des acheteurs | Dpt | 2010 | 2011 | 2012 | Évolution 2012 Vs 2011 | Nombre transactions 2012 | Évolution 2012 Vs 2011 |
|----------------------------|-----|----------------|----------------|----------------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 04 | 188 022 | 130 229 | 124 828 | -4,1% | 157 | -15,6% |
| | 05 | 178 149 | 159 059 | 166 947 | 5,0% | 190 | 11,1% |
| | 06 | 193 508 | 190 964 | 181 343 | -5,0% | 1 208 | -3,4% |
| | 13 | 187 075 | 171 080 | 180 820 | 5,7% | 1 683 | 5,3% |
| | 83 | 168 602 | 182 574 | 170 285 | -6,7% | 1 176 | 4,8% |
| | 84 | 131 357 | 173 291 | 188 786 | 8,9% | 512 | 8,2% |
| Rhône-Alpes | 01 | 181 141 | 130 806 | 138 604 | 6,0% | 401 | -5,0% |
| | 07 | 186 604 | 161 306 | 134 480 | -16,6% | 277 | 12,1% |
| | 26 | 125 305 | 166 366 | 141 156 | -15,2% | 379 | -5,5% |
| | 38 | 157 437 | 136 935 | 154 272 | 12,7% | 968 | 10,9% |
| | 42 | 146 215 | 151 356 | 156 628 | 3,5% | 776 | 9,3% |
| | 69 | 129 101 | 158 166 | 177 798 | 12,4% | 1 786 | 22,2% |
| | 73 | 183 366 | 228 520 | 171 862 | -24,8% | 451 | -2,8% |
| | 74 | 130 120 | 218 153 | 184 073 | -15,6% | 655 | 10,1% |
| D.O.M | 97 | 180 063 | 292 692 | 288 090 | -1,6% | 485 | -6,7% |
| Total France | | 176 017 | 187 924 | 199 466 | 6,1% | 48 622 | 7,8% |



BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

altares
► La connaissance inter-entreprises

Note méthodologique

Le champ d'analyse :

Lors de la vente d'un fonds de commerce, les formalités de publicité incombent à l'acquéreur. C'est pourquoi le baromètre BODACC analyse des transactions du point de vue du repreneur plus que du vendeur. Le périmètre d'analyse porte sur l'exploitation de l'ensemble des annonces de ventes et cessions publiées au *Bodacc* depuis 2008. Les mentions clés publiées au *Bodacc*, à savoir la date de l'acte, les coordonnées du repreneur, le montant d'acquisition du fonds et les coordonnées du précédent propriétaire ont été enrichies de données complémentaires extraites des bases de données Altares.

Définition de la moyenne des prix d'acquisition :

Le prix moyen représente la somme des montants d'acquisition des fonds divisée par le nombre de transactions. Cette moyenne est calculée sur la population des transactions dont le montant est compris entre 10 K€ et 10 M€. Ce champ spécifique permet de dégager des tendances cohérentes sur les prix d'acquisitions pratiqués.

En effet, quelques opérations très fortes peuvent perturber les résultats. Ainsi en 2012, une vingtaine de ventes de plus de 10 M€ ont été observées représentant un montant global de 1,3 milliards d'€.

A l'inverse, les plus faibles transactions inférieures à 10 K€, si elles sont moins perturbantes du fait de leur faible montant et de leur petit nombre (environ 5 % de l'ensemble des transactions), traduisent mal la réalité des reprises économiques.

Nomenclature d'activités :

La distribution des secteurs d'activité s'appuie sur la nouvelle nomenclature des activités françaises (NAF) révisée au 1^{er} janvier 2008. Les regroupements établis sont des formats standards couramment utilisés dans le cadre des études économiques.

| SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS | CODES NAF ASSOCIÉS |
|--|-----------------------|
| Agriculture | 01 à 03 |
| Construction | 41 à 43 et 68 |
| Commerce | 45 à 47 |
| Industrie | 05 à 39 |
| Information & communication | 58 à 63 |
| Transport & logistique | 49 à 53 |
| Activités financières et d'assurance | 64 à 66 hors 6420Z |
| Services aux entreprises | 69 à 82 et 6420Z |
| Services aux particuliers | 95 à 98 |
| Hébergement, restauration, débits de boisson | 55 à 56 |
| Autres activités | 84 à 94 et 99 |

Glossaire

Fonds de commerce :

Le fonds de commerce est une entité économique composée d'éléments affectés à l'exploitation d'une activité commerciale. Ces éléments constituent la valeur du fonds. On distingue les éléments corporels (matériel, marchandises, équipements...) et les éléments incorporels (clientèle, droit au bail, nom commercial, enseigne...).

La vente des fonds de commerce fait l'objet de précautions particulières en termes de publicité pour que soient sauvegardés les intérêts des créanciers du vendeur. En effet, les éventuels créanciers disposent de 10 jours à compter de la publicité au *Bodacc* pour faire opposition à la cession.

Ventes et cessions :

Opération juridique au cours de laquelle la propriété d'un bien ou d'un ensemble de biens ou d'un droit passe du patrimoine du cédant à celui du cessionnaire (bénéficiaire de la cession). Il en est ainsi

pour les ventes et cessions de fonds de commerce. La transaction peut porter tant sur un établissement, un droit au bail ou une simple branche d'activité. Sont publiés aux *Bodacc* les transferts de propriété de fonds de commerce par achat, par apport ou par apport partiel d'actifs.

L'acte de cession de fonds doit faire l'objet d'une première publicité dans un journal d'annonces légales local, puis d'une publication nationale au *Bodacc*. L'avis au *Bodacc* indique le fonds acquis, le type d'acquisition (achat, apport...), le montant de la transaction, les coordonnées du précédent propriétaire ainsi que les références de la publicité préalable dans un journal d'annonces légales et les conditions pour faire opposition. Les créanciers du vendeur ont 10 jours à compter de cette publicité pour former opposition au prix de vente du fonds. Cette opposition a pour effet d'empêcher que le prix de la cession, placé sur un compte de séquestre, ne soit remis au vendeur. La somme bloquée sur le séquestre constitue une garantie pour les éventuels créanciers. Ainsi un acquéreur qui paierait le vendeur sans avoir procédé aux publicités nécessaires ou avant les délais des 10 jours, peut se voir contraint de rembourser les éventuelles créances du vendeur. C'est ce qui explique que les formalités de publicité incombent à l'acquéreur.

Transaction :

Convention conclue par acte authentique stipulant les engagements réciproques interdépendants des parties prenantes à la vente de fonds de commerce (cédant et cessionnaire).

Repreneur :

Unité légale (entreprise individuelle ou entreprise) qui reprend totalement ou partiellement, l'activité d'un ou plusieurs établissements économiques d'une autre unité légale.

Catégorie juridique :

La catégorie juridique décrit le statut juridique de l'entreprise. Les différentes formes juridiques ont été créées par la loi, soit pour réglementer une activité, soit pour répondre à un vide juridique, mais le but est toujours d'adapter le droit aux réalités et aux besoins économiques. Le droit des affaires distingue :

- l'entrepreneur indépendant (artisan, commerçant...);
- la société (SARL, SA...);
- le groupement (GIE, association).

Etablissement :

Pour le répertoire SIREN (répertoire des entreprises et des établissements réalisé par l'INSEE), un établissement est une unité d'exploitation ou de production localisée géographiquement, individualisée mais dépendant juridiquement d'une entreprise. C'est le lieu où est exercée l'activité (magasin, atelier, entrepôt...). Un établissement se compose d'un lieu et d'une activité. On distingue 3 types d'établissement :

- **établissement principal** : lieu où s'exerce l'activité principale d'une entreprise. Généralement, cet établissement se situe à l'adresse du siège social ;



- **établissement complémentaire** : établissement supplémentaire à l'établissement principal. L'adresse de cet établissement se situe dans le même ressort du greffe du tribunal de commerce où a été inscrit l'établissement principal ;
- **établissement secondaire** : établissement supplémentaire à l'établissement principal. L'adresse de cet établissement se situe en dehors de ressort du greffe de tribunal de commerce où a été inscrit l'établissement principal.

Entreprise :

Une entreprise est une personne physique ou morale exerçant de manière indépendante une activité professionnelle non salariée.

Il existe deux grandes catégories d'entreprises :

- **l'entreprise individuelle** qui ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de son exploitant (par exemple : commerçant, artisan, profession libérale, exploitant agricole...) ;
- **l'entreprise dite personne morale** (par exemple : société anonyme (SA), société à responsabilité limitée (SARL)...).